

Entre les grilles

Journal de l'ASSFAM dans les centres de rétention

Placement massif des migrants de Calais : La politique du pire

Depuis 2010, l'ASSFAM intervient dans les centres de rétention de Paris, Vincennes et Palais de Justice, pour assurer une mission d'information et d'aide à l'exercice effectif des droits des personnes retenues.

Les intervenants rencontrent ainsi chaque année des centaines d'hommes et de femmes, enfermés pour un simple défaut de papiers.

A une époque où la société civile n'a toujours pas accès à ces lieux d'enfermement, il nous semble essentiel de communiquer sur une réalité encore trop peu connue, et d'offrir aux premiers concernés la possibilité de s'exprimer.

L'urgence et la gravité de la situation à Calais avec la présence de plusieurs milliers de migrants nécessitaient des initiatives pour humaniser ce territoire et trouver des solutions pour les personnes en attente d'un hypothétique passage en Grande-Bretagne. Si certains migrants ont été heureusement dirigés vers des hébergements, il se trouve que, depuis le 21 octobre 2015, une toute autre solution a été engagée, prenant un tour particulièrement effrayant dans un État de droit.

Sans discontinuer, la préfecture du Pas-de-Calais a placé massivement dans les centres de rétention de France les migrants s'étant établis dans la Jungle de Calais ou aux alentours.

Souvent interpellés dans des conditions contestables, pour certains arrachés à leur famille ou à leurs proches, ces migrants, ressortissants pour la plupart de pays pour lesquels il n'existe aucune possibilité d'éloignement (Syrie, Érythrée, Irak...) se sont vu notifier des mesures au mieux ubuesques ou au pire illégales.

Depuis le 29 octobre 2015, 154 personnes ont été placées au centre de rétention de Paris-Vincennes : 48 personnes ont été libérées par décision d'un juge et 99 ont été libérées par la préfecture du Pas-de-Calais elle-même.

Le 2 décembre 2015, le contrôleur général des lieux privatifs de liberté a clairement condamné ces procédures et donné des recommandations en urgences relatives aux déplacements collectifs de personnes étrangères interpellées à Calais. Un communiqué commun aux cinq associations intervenant en centres de rétention a été publié le 3 décembre 2015 pour dénoncer ces placements massifs. Pourtant à ce jour, d'autres placements sont annoncés.

La mise en œuvre de cette politique ne répond pas aux dispositions du CESEDA, mais a manifestement pour seul but d'éloigner de Calais des migrants devenus indésirables, sans aucune considération sur le respect des droits les plus élémentaires.

L'ASSFAM ne peut que fermement condamner de telles pratiques et souhaite la mise en œuvre de solutions humaines et respectueuses du droit.

LES PERLES DE L'ADMINISTRATION

- ✓ **Tout ça pour ça !** Sur les cent cinquante-quatre personnes placées au centre de rétention de Paris-Vincennes, six personnes ont été éloignées, à destination de l'Albanie. Mais combien de personnes sont ressorties traumatisées ?
- ✓ **La préfecture du Pas-de-Calais, une sacrée farceuse !** Le 29 octobre 2015, les cinquante personnes interpellées à Calais et placées au centre de rétention de Paris-Vincennes sont arrivées dans des bus sur lesquels on pouvait lire en gros « Bon voyage ».
- ✓ **On en place tellement vous savez...** Monsieur M, de nationalité iranienne, a été placé au centre de rétention de Paris-Vincennes le 19 novembre 2015. Le 23 novembre, la préfecture du Pas-de-Calais a informé le Tribunal administratif que la mesure de placement prise à l'encontre de monsieur M avait été abrogée et qu'il n'y avait donc pas lieu de le convoquer pour une audience. Mais elle a oublié de transmettre cette information au centre de rétention.
L'ASSFAM, saisie de cette situation le 30 novembre, a immédiatement alerté l'administration. Monsieur M a été libéré quelques minutes plus tard. Il aura passé onze jours en rétention sans avoir été présenté à aucun juge.



TEMOIGNAGES

« J'étais depuis environ un mois dans la jungle de Calais. Je vivais dans une tente près de mes compatriotes car dans la jungle, on s'est organisé pour se réunir par nationalité. Pour la vie quotidienne, c'est compliqué, on a accès à des douches mais nous sommes tellement nombreux qu'il est difficile d'y avoir accès chaque jour. Heureusement il y a des associations présentes pour nous, elles nous aident à nous nourrir, et nous aide à nous soigner. De nombreuses personnes viennent aussi nous apporter des vêtements et des chaussures. Mais ce qui est le plus essentiel c'est que ces personnes prennent du temps pour discuter avec nous ; on peut échanger et avoir l'impression d'exister.

Dans la jungle, la majorité d'entre nous veulent se rendre en Angleterre et essayent encore et encore. Cependant certains ne tentent pas car ils ont voulu demander l'asile en France et ils sont en attente d'une convocation et d'une décision. Le gouvernement français n'a pas de logement pour eux donc il les laisse dans la jungle.

Pour se rendre en Angleterre nous avons deux chemins, ils sont très différents. Le chemin traditionnel est de passer par le port car il est vraiment proche de la jungle, on peut s'y rendre en quelques minutes à pied ; le second chemin est de se rendre à la gare pour tenter de monter dans un train mais il faut à peu près deux heures de marche pour y aller. Ce second chemin est bien plus dangereux, nous y allons à plusieurs et par avance certains sont désignés dans le groupe pour faire diversion. Quand les agents de sécurité nous voient, les « volontaires » se mettent à courir dans tous les sens pour les éloigner et laisser une chance aux autres de passer. Quand le train ralentit un peu au passage à niveau c'est leur chance, ils tentent de sauter dessus.



Pour moi il n'y a qu'un seul passage possible, c'est le port. Vous savez, pour atteindre le train il y a quatre murs grillagés à traverser pour atteindre les rails et entre chaque mur des forces de l'ordre, de plus ils sont surplombés de piques tranchants. Beaucoup de migrants rentrent de la gare gravement blessés. Un matin un de mes amis est rentré avec un doigt en moins, il avait

une alliance et quand il a essayé de franchir un des grillages son alliance s'est coincée dans un pique, il était un peu corpulent et est tombé mais son doigt est resté coincé avec l'alliance en haut du grillage.

D'habitude, quand la police nous arrête, elle nous dit juste : « *pas de chance essaye encore* » et nous met en dehors du port où de la gare car nous ne sommes pas là pour causer des dommages ou voler des choses, on essaye juste de traverser. Mais cette fois, c'était différent, les policiers nous ont arrêtés, conduits à Paris et enfermés sans que l'on comprenne ce qui se passe, ce qui avait changé.

La vie ici dans le centre est très difficile, je sais que ce n'est pas une prison mais on nous traite comme si c'en était une. Ici tout le monde fume à l'intérieur du bâtiment, même dans les lits, je ne peux jamais respirer convenablement. Le gouvernement français nous prive de liberté et nous parque dans un endroit où nous sommes mal traités.

Le plus dur ici est de ne pas comprendre ce qu'il m'arrive. Des compatriotes soudanais arrêtés également à Calais sont venus ici et ont été libérés par le même juge que celui que j'ai rencontré. Nous étions dans la même situation. J'ai demandé une réponse à mes interrogations mais personne n'arrive à m'expliquer réellement cette différence de traitement. Sûrement n'y a-t-il aucune justification logique à tout ça mais j'aimerais que les responsables me le disent dans ce cas. Je ne suis pas venu ici pour quémander, je suis un être humain et j'ai besoin de comprendre ce qui arrive. Tant que je n'aurais pas obtenu de réponse sur cette situation je ne vais plus m'alimenter. Je me fiche de la nourriture, je ne suis pas venu demander le gîte et le couvert.

Si je suis libéré, je veux retourner au plus vite à Calais car mon seul but est d'atteindre l'Angleterre. En France je n'ai rien et je ne veux pas demander l'asile car je vois dans la jungle la vie de ceux qui ont tenté l'asile ici. Pendant que le gouvernement examine leur demande, ils n'ont rien, ils sont dehors, sous la chaleur, la pluie, la neige, pendant des mois.

Je suis persuadé que je vais recevoir un meilleur accueil en Angleterre et que le jour où je vais atteindre mon but un policier me dira « *welcome* » avant d'examiner ma demande. Une solution d'hébergement me sera proposée et ma situation sera examinée bien plus vite qu'ici. Je serais fixé rapidement sur mon droit ou non de rester là-bas et je pourrais quitter cette incertitude. Et si l'on m'accorde l'asile, je sais que je pourrais faire venir ma famille beaucoup plus vite que si j'obtiens le statut de réfugié en France où l'on mettra des mois, voire des années à nous permettre de nous réunir, ce sera un parcours du combattant pour revoir ma femme et mes enfants.

Rien ne me retient ici ou ne me donne envie d'y rester. Je vais retenter chaque jour ma chance pour l'Angleterre. Mais avec un regard nouveau car aujourd'hui il me tient à cœur de dire pardon à tous les automobilistes qui passent par le port de Calais, je ne pensais pas que je pouvais leur causer des problèmes en me cachant dans leur véhicule.



Ça me fait mal au cœur et pourtant je vais être obligé de le refaire car c'est mon seul chemin, mon seul moyen d'atteindre une vie meilleure. Je me refuse à essayer de traverser en allant au train c'est trop dangereux, je suis venu ici pour sauver ma vie. Dois-je la risquer pour me sauver moi-même ? C'est absurde et pour l'instant je m'y refuse. »

Monsieur M, soudanais.

« Je ne suis resté qu'un jour à Calais, je venais d'arriver, j'avais tout juste installé mes affaires dans une tente, je n'ai rien pu récupérer lorsque la police m'a arrêté. Je n'avais pas grand chose et je crains de ne rien retrouver à mon retour. Les policiers m'ont dit que je serai enfermé cinq jours puis libéré, je ne comprends pas pourquoi je suis encore là, d'autres sont partis et nous sommes une poignée à être encore enfermés.

J'ai essayé de dire aux policiers que j'étais déjà venu dans le centre il n'y pas longtemps. J'ai supplié de ne pas m'y renvoyer et de me laisser au moins récupérer mes affaires mais ils ont refusé, je n'ai rien eu à manger au commissariat alors que le temps entre mon arrestation et mon arrivée au centre a été très longue.

Je sais qu'en France tout sera très compliqué que ce soit pour trouver un travail ou un toit donc **dès que je vais sortir**

je vais retourner à Calais et retenter ma chance vers l'Angleterre.

Au centre c'est difficile. Quand je suis malade on ne me donne que du paracétamol ça n'a aucun effet sur mes maux. J'ai mal au ventre, gélule bleue et jaune, j'ai mal à la tête, gélule bleue et jaune, j'ai mal aux dents, gélule bleue et jaune ; toujours les mêmes c'est peut être magique mais pour l'instant je n'ai pas remarqué. Dans le centre il n'y a rien à faire alors je réfléchis beaucoup et ça joue sur mon moral d'autant **qu'il y a peu de temps j'étais déjà ici, j'ai été renvoyé en Italie puis je suis revenu à Calais** car mon but est d'atteindre l'Angleterre. La dernière fois que je suis venu je n'avais pas de lit mais après avoir fait un trajet long et difficile ça ne m'a pas semblé bizarre étant donné que c'est une prison je ne m'attends pas à un grand confort. »

Monsieur A, afghan.

« J'étais depuis deux jours à Calais. Quand je suis arrivé une association m'a donné une tente et des couvertures. Le lendemain de mon arrivée j'ai voulu aller visiter la ville qui nous accueille avec quelques autres personnes mais, dans la rue juste en sortant de la jungle, on a été arrêté par la police.

Au commissariat on ne nous a pas frappé ni insulté je crois car je ne comprends pas le français mais je me suis quand même rendu compte que le ton de leur voix n'était pas tendre. Je ne sais pas s'ils ont été presque corrects car il y a des caméras au commissariat ou non. **Ce qui a été vraiment dur c'est d'être entassé à douze ou treize dans une toute petite cellule. Je ne sais pas combien on peut être dedans normalement mais là, c'est sûr qu'on était trop nombreux.** Et on y est resté longtemps, j'ai été arrêté le soir et les policiers ne m'ont dit que le lendemain midi que j'allais dans un centre à Paris.

Je ne me plains pas du centre, je n'ai pas de problèmes ici avec la police ou les autres retenus. Si je sors d'ici je ne sais pas ce que je vais faire. Je ne connais personne en France, ni en Angleterre d'ailleurs. Je suis allé à Calais car le bruit court parmi les afghans que les conditions matérielles d'accueil pour les demandeurs d'asile en France sont difficiles et que si on veut un toit il faut aller à Calais.

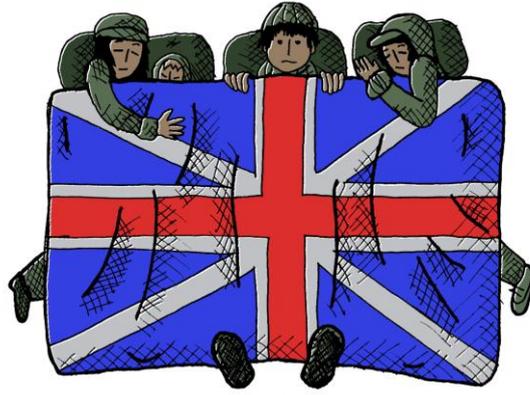
Maintenant je suis perdu je vais devoir réfléchir à ce que je vais faire. »

Monsieur A, afghan.



« **J'étais content à Calais j'avais de la nourriture et un endroit à moi.** Les associations là-bas nous ont fourni une tente et des couvertures pour se protéger du froid. Ils nous donnaient aussi de la nourriture, on a pu manger sain et à notre faim. Dans cette prison, ce n'est pas parfait mais c'est supportable, j'ai hâte de retourner dans la jungle. Et je suis très inquiet pour mon petit frère de onze ans resté là-bas tout seul. Lorsque les policiers m'ont arrêté, ils ont été corrects mais ils m'ont dit que je serai enfermé pendant cinq jours puis libéré mais sans me dire où l'on m'emmenait. Les cinq jours sont bien écoulés. Dès que je serai libéré je vais retourner à Calais et retenter ma chance pour traverser vers l'Angleterre. »

Monsieur O, afghan.



« J'étais à Calais depuis quelques jours avec mon frère et mon neveu, on veut se rendre en Angleterre car ce sera plus facile de nous adapter dans un pays où l'on parle anglais et aussi on a plus de chance d'y trouver un travail.

Les policiers qui m'ont arrêté à Calais et m'ont dit que dans vingt-quatre heures je serai libéré, je ne comprends pas pourquoi je suis encore en prison deux semaines plus tard.

Ici je suis sage et je respecte les lois alors les policiers sont plutôt gentils. Ce n'est pas facile d'être heureux en prison mais j'essaye. Malheureusement, je suis très inquiet pour mon neveu il est seul dans la jungle car son père et moi-même sommes enfermés à Paris, il n'a que quatorze ans.

Quand je vais sortir d'ici je vais retourner au plus vite à Calais. Je ne réclame pas la charité, j'ai quitté l'Afghanistan car je ne m'en sortais pas là-bas. J'ai ressenti la nécessité de tenter ma chance ailleurs, je veux juste qu'on me laisse en paix, je veux simplement trouver un travail pour subvenir à mes besoins. »

Monsieur O, afghan.

« J'étais depuis deux semaines à Calais. La police m'a arrêté sur la route près de la jungle, je n'ai pas compris pourquoi on m'a arrêté. Les policiers étaient sur la route et au lieu de courir dans le sens inverse j'ai continué mon chemin en me dirigeant vers eux, ils m'ont bloqué le passage. Ils m'ont demandé mon âge, **j'ai répondu avoir vingt-cinq ans et mes deux amis ont dit avoir quinze et seize ans. Les policiers leur ont dit de partir et ils m'ont dit de monter dans la voiture.** « On vous raccompagne dans la jungle » - « *Mais je vois la jungle elle est juste au bout de la rue* » - « *t'inquiète* ». On m'a emmené au poste de police et là-bas on m'a dit de monter dans le bus qui allait m'emmener à Vincennes. Je connais une ville en Belgique qui a presque le même nom, j'ai cru qu'on m'accompagnait là-bas mais en arrivant au centre on m'a informé que je n'étais pas du tout en Belgique mais à Paris.

Quand j'étais en Afghanistan j'ai travaillé pour les américains, j'ai d'ailleurs gardé avec moi tous les documents qui le prouvent. Mes papiers d'identité, mes diplômes, les preuves de mon emploi pour les américains, j'ai même des photos de moi sur la base dans mon téléphone. Je sais que tout ça peut me servir pour une demande d'asile donc j'ai tout pris mais je les garde précieusement car je ne veux pas demander l'asile en France.

Je veux me rendre aux États-Unis j'ai déjà fait ma demande de visa avec l'appui d'un responsable américain qui m'avait recruté en Afghanistan. Il m'a informé que ça pourrait être

un peu long mais j'ai senti que je n'étais plus en sécurité chez moi. Ne voulant pas attendre là-bas la réponse des États-Unis j'ai décidé de partir rejoindre ma famille en Angleterre pour être dans un endroit sûr tant que je n'ai pas eu mon visa américain.

Je ne veux pas rester en France ce n'est pas mon but donc si je sors d'ici je vais retourner à Calais pour essayer de rejoindre ma famille en Angleterre. »

Monsieur B, afghan.

« La vie dans la jungle est difficile, nous n'avons pas grand-chose, du coup il y a souvent des affrontements entre les migrants car nous manquons de tout, la moindre petite chose est sujet à dispute. Un soir je me suis rendu en ville avec quelques amis afin de me connecter à internet pour contacter ma famille et échanger des nouvelles. Plusieurs voitures de police sont arrivées et nous ont encerclés avec leurs phares braqués sur nous. Nous avons eu très peur. Les policiers sont sortis et nous ont bousculés, ils ont poussé l'un de mes amis à terre. Il a eu tellement peur qu'il a fui mais je n'ai pas bougé car je ne pensais pas que la police pouvait me faire du mal. **Au commissariat, j'ai eu un interprète qui parlait arabe mais ma langue est le farsi je n'ai presque rien compris à ce qu'il me disait.**



Je suis encore là alors que mes amis ont été libérés par le juge, l'avocat m'a expliqué que je n'avais pas eu de chance. Quel est ce pays où la justice est une question de chance ?

Les tribunaux ne servent à rien. J'ai vu trois juges depuis que je suis là et ça n'a servi à rien, on ne m'écoute pas et je me sens incompris. Tout ce que je veux c'est retourner dans la jungle et tenter ma chance pour l'Angleterre, à quoi ça sert de m'arrêter et me garder ici pour rien ? Ça n'a aucun sens.

J'ai fui mon pays car je craignais pour ma vie, en raison de mon engagement politique. J'ai eu vraiment peur d'être conduit au tribunal et condamné à mort après un semblant de procès. Et ici on m'enferme et me présente à des juges qui ne m'accordent ni attention ni respect, j'ai l'impression de vivre ce que j'ai fui. Pour me conduire devant les juges, les policiers qui ne sont pas aimables, nous entassent dans des toutes petites cages à l'arrière du camion comme si nous étions des animaux, ou de

grands criminels. Il n'y a aucune humanité alors que j'ai fait tout ce difficile et long chemin pour venir chercher une protection. Je ne suis pas un bandit.

Dans le centre je me sens seul. Personne ne parle ma langue et je ne peux pas communiquer, j'ai juste essayé de demander un rasoir pour me raser mais après avoir eu beaucoup de mal à me faire comprendre on m'a dit non. On me dit que ce n'est pas une prison mais je me sens traité comme un chien ici, dans le pays des droits de l'Homme. Je souhaite retourner vite à Calais pour essayer de me rendre en Angleterre. En attendant, afin d'exprimer ma colère face au traitement que l'on nous réserve, j'ai décidé d'arrêter de m'alimenter, je suis en grève. »

Monsieur Z, iranien.

« J'ai été arrêté après une semaine de vie à Calais. C'était horrible, il fait froid on est nombreux. Au commissariat, ça a été, les policiers m'ont donné à manger. Ils m'ont bien dit que je serai enfermé à Paris mais que pour cinq jours alors je ne comprends pas pourquoi je suis encore là deux semaines plus tard, et **mon petit frère est resté à calais tout seul, il a dix ans**. On avait une tente dans la jungle et les associations nous donnaient de quoi manger. Chaque jour, j'ai essayé d'aller en Angleterre mais sans succès. Ici c'est une prison, j'ai mal aux dents on ne me soigne pas du tout, il y a du bruit en permanence, je ne peux pas dormir. Si je finis par être libéré, je veux retourner à Calais et retenter ma chance chaque jour. »

Monsieur K, afghan



« Ça ne faisait que trois jours que j'étais à Calais quand la police m'a arrêté, je n'étais pas encore installé dans la jungle et je n'avais rien. Je ne sais pas pourquoi je voulais

me rendre en Angleterre, je me dis que si tout le monde y va, il y a une bonne raison donc que c'est le meilleur chemin à suivre.

Je n'ai pas eu de problèmes avec la police quand ils m'ont arrêté.

Dans le centre, ça va. Les gens qui travaillent ici sont gentils. Le vrai problème c'est la politique. On nous accueille vraiment mal alors qu'on fuit la guerre, la torture, la misère et quand j'arrive pour demander une protection on me rejette.

Si je sors du centre je vais essayer de rentrer en Iran car la vie ici semble vraiment difficile. Je ne sais pas si je vais finir par réussir à avoir une situation, j'ai eu du mal à venir jusqu'ici et à peine arrivé juste à côté de l'Angleterre, mon objectif, on m'arrête. Vu la situation ici et comment on me traite je vais rentrer en Iran je préfère faire face à tout ça dans mon pays plutôt qu'ici avec des inconnus. Je ne comprends pas ce qu'il m'arrive. En plus, je crois que c'est fait exprès de nous traiter comme des animaux, ils nous laissent dans l'ignorance pour qu'on ait envie de retourner dans notre pays, c'est sûr. Et bien c'est gagné je vais rentrer. Même si ma vie là-bas est vraiment en danger. Je préfère rentrer faire face à mes problèmes en Iran. »

Monsieur S, iranien.



« J'étais à Calais depuis une semaine, avec des amis. J'ai fui mon pays et j'ai voulu rejoindre mon frère et ma sœur en Angleterre. C'est normal, pourquoi j'irais vivre dans un autre pays loin de ma famille. J'ai essayé de traverser une fois vers l'Angleterre mais malheureusement les policiers m'ont arrêté. Ils nous ont emmenés au commissariat sans que je comprenne ce qui se passe. Je me suis retrouvé enfermé comme un criminel, sans rien comprendre. Tous les autres qui sont arrivés de Calais en même temps que moi ont été libérés, je reste là sans savoir pourquoi. La vie dans le centre est difficile, il y a beaucoup de monde donc des gens biens mais

aussi des gens pas sympas. On m'avait dit que je ne resterai que quelques jours mais ça dure sans que personne n'arrive à me dire ce qu'il va m'arriver.

Si je suis libéré je vais retourner au plus vite à Calais pour tenter de rejoindre l'Angleterre c'est mon seul but de retrouver ma famille. »

Monsieur M, pakistanais.

« J'étais à Calais depuis environ dix jours. Je vivais dans une tente, sous la pluie, dans le vent, j'étais très malheureux. Pour manger j'allais à l'épicerie que les autres migrants ont organisée dans la jungle.

J'ai été arrêté par la police pendant que je marchais dans la rue près de la jungle. Je suis resté environ vingt heures au commissariat. Les policiers ne nous ont pas maltraités et ils nous ont donné des petits gâteaux.

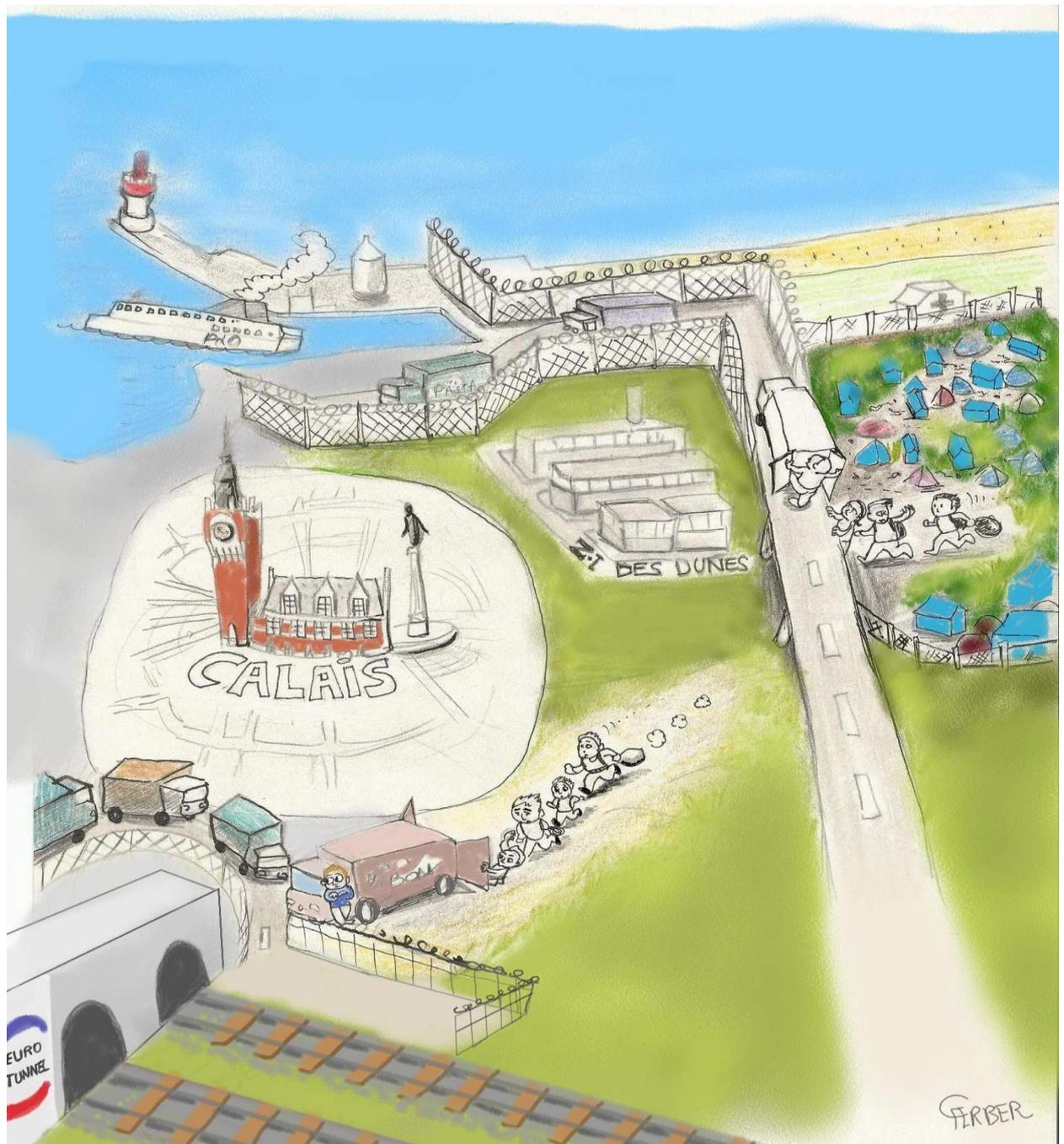
Les policiers m'ont dit que je vais dans un centre de rétention mais qu'il ne faut surtout pas s'inquiéter car ce n'est que pour quatre ou cinq jours et que je pourrais faire un recours pour aller voir un juge et sortir plus tôt.

Dans le centre, c'est difficile, je ne comprends pas pourquoi je reste si longtemps alors qu'on m'avait dit que je vais rester moins d'une semaine. J'ai beaucoup de problèmes avec les autres retenus, pas tous. **Très souvent quand je m'isole dans la cour pour fumer une cigarette ils viennent et me l'arrachent de la bouche, les policiers ne disent rien du tout, ils ne sont pas gentils ils nous parlent mal et ne font rien quand nous avons des problèmes avec les autres retenus.**

Si je suis libéré je vais contacter ma famille pour réfléchir à ce qui est le mieux pour moi. Je voulais me rendre en Angleterre pour demander l'asile car mes cousins y vivent. J'ai peur de rentrer chez moi, je sais que beaucoup d'afghans disent ça et que ça semble faux mais j'ai vraiment peur.

Je ne voulais pas rester seul en France mais je vais devoir parler de ma situation avec ma famille en sortant du centre, si rejoindre l'Angleterre est trop difficile je vais peut-être devoir rester seul en France pour demander l'asile ici. Et en attendant qu'on prenne une décision je vais visiter Paris. »

Monsieur S, afghan.



CHEMIN D'EXIL

Monsieur A, de nationalité syrienne, n'a pas été interpellé dans la jungle de Calais, mais sur le chemin pour s'y rendre. Il a été enfermé au centre de rétention de Paris Vincennes du 4 au 25 novembre 2015, sur décision de la préfecture de Police.

J'ai quitté la Syrie l'année dernière avec ma femme, à cause de l'État islamique.

Nous nous sommes rendus dans le nord de l'Irak. Le nord de l'Irak ça va encore c'est un peu sûr, les américains y ont construit des camps pour les réfugiés. Je voulais ensuite me rendre au Kurdistan où il y a aussi des camps pour nous accueillir.

Quand on arrive en Turquie on a le choix entre la vie et la mort, cela dépend de l'argent que l'on a sur nous et des documents d'identité que l'on possède. Si on a ce qu'il faut on peut entamer des démarches pour avoir un visa pour un pays européen et partir sans problème en choisissant le chemin de la vie. Mais si on a moins d'argent on doit prendre la voie dangereuse. Il faut alors essayer d'acheter des faux papiers et traverser vers la Grèce, dans de toutes petites embarcations de pêcheurs sur lesquelles on s'entasse par dizaines.

Avec ma femme c'est ce que nous avons dû faire. Nous sommes restés deux ou trois jours en Grèce puis nous avons pris un bus pour la Macédoine, illégalement.



Arrivés à la frontière, la police nous a contrôlés. Il y avait là-bas des milliers de personnes, c'est incroyable ! Il faut le voir pour le croire ! Et encore je n'y crois toujours pas. La police nous a bien traités et nous a escortés juste de l'autre côté de la frontière en nous disant « vous êtes en Macédoine notre travail s'arrête là, vous avez franchi la frontière c'est fini pour nous ».

Nous avons alors été bien accueillis dans un camp du HCR qui nous a fourni nourriture et vêtements.

Nous sommes restés un tout petit peu en Macédoine, juste le temps de pouvoir acheter un billet de train, qui nous a coûté vingt-cinq euros.

Après six heures de voyage, nous sommes arrivés à la frontière serbe, où la police nous a dit de ne pas avoir peur et nous a laissé le choix entre rester dans un camp ou partir. Nous ne sommes pas restés longtemps dans le camp car nous étions déjà proches de la frontière suivante.

En Slovénie, on ne peut pas se perdre entre les camps pour les réfugiés car il y a toujours du monde qui marche pour se rendre au suivant, peu importe l'heure de la journée. Il suffit de suivre la foule. Le train est gratuit pour traverser le pays ce qui permet à tous de se déplacer rapidement et de rejoindre la frontière avec l'Autriche.

Nous sommes restés deux ou trois jours en Autriche avant de monter dans un superbe bus qui nous a déposés près de la frontière allemande.

Le lendemain, l'Allemagne a envoyé un bus pour franchir légalement la frontière, des policiers allemands nous ont escortés afin de nous protéger des gens qui n'aiment pas les réfugiés.

En sortant du bus j'ai vu des grandes tentes. Nous avons été séparés, les hommes qui avaient entre vingt-cinq et cinquante ans devaient passer sous la même tente et donner leurs empreintes. On m'a répondu qu'il existe une liste qui répertorie les terroristes et que l'objectif est juste de vérifier si nous en faisons partie ou non. Je n'ai rien à me reprocher donc je n'étais pas inquiet.

Une fois cette formalité accomplie, j'ai retrouvé ma femme. Un buffet nous attendait. Il y avait plein de nourriture pour nous, c'était fou, incroyable, du lait, des biscuits, tout ce qu'on voulait. Puis on nous a accompagnés dans un bâtiment immense, on aurait dit un grand terrain de basket. On nous a donné un matelas et des couvertures. Après une nuit on a changé de lieu, on a fait environ une heure trente de route et là on nous a encore une fois donné le choix. Si nous voulions demander l'asile en Allemagne, nous serions installés dans un autre lieu de manière plus stable ; si nous préférons continuer notre chemin, nous pouvions rester ici le temps de nous organiser. Nous avons été très bien traités. Nous y avons passé deux nuits puis nous avons pris un train pour rejoindre la France, Calais !

Lorsque nous sommes sortis du train à Paris notre trajet a pris un autre tournant. Incroyable ! Inacceptable ! Je n'y crois toujours pas.

Avant de critiquer les pays de l'Est et dire qu'ils traitent mal les migrants, vous devriez prendre une caméra et aller filmer le passage des frontières là-bas puis en parallèle filmer les arrestations à Paris et le comportement des policiers au commissariat.

Dans tous les pays précédents on m'a dit « *si tu veux demander l'asile ici welcome, si tu veux continuer ton chemin pas de problème va* ».

En France on ne m'a rien demandé, on m'a arrêté et enfermé, c'est la première fois qu'on me prive de choix. Nous ne sommes plus maîtres de notre vie et de notre parcours.

J'ai été enfermé avec seize autres personnes au commissariat dans une petite pièce sans fenêtre pendant sept heures. On ne m'a pas donné ni à boire, ni à manger. Il y avait pour moi et ma famille un interprète en arabe mais nous parlons kurde. Nous n'avons donc compris que quelques mots, lorsque l'interprète a essayé de nous faire comprendre que nous allions être libérés le lendemain.

Les policiers ont été mal aimables et m'ont frappé. J'ai des blessures sur les jambes car ils m'ont donné de nombreux coups de pieds.

Nous avons ensuite été séparés et j'ai été conduit au centre de rétention. J'étais enfermé à l'arrière du camion de police, comme un animal, avec les sirènes dans les oreilles. J'ai demandé aux policiers où se trouvait ma femme mais ils ne m'ont pas répondu. J'étais très inquiet et je n'ai su qu'elle était enfermée au centre pour les femmes qu'au cours de mon premier entretien avec l'association présente dans le centre.

Depuis que je suis là, j'ai été présenté à de nombreux juges et je crois que ça ne sert à rien. Je n'y crois plus. Il y a deux jours, j'étais au tribunal. Je savais que ma femme se trouvait dans le même bâtiment. J'ai donc demandé à un policier à la voir même cinq minutes pour lui faire un sourire et m'assurer qu'elle allait bien. Il a refusé. Je suis respectueux de l'uniforme, mais cela me tenait tellement à cœur que je me suis montré insistant et que j'ai précisé que j'étais prêt à me battre pour simplement apercevoir mon épouse. Après avoir refusé encore et encore, les policiers m'ont conduit jusqu'à elle. Je ne comprenais plus. Je crois que les policiers jouent avec nos nerfs.

Je ne comprends tellement pas cette situation et cette justice que depuis quatre jours, je ne m'alimente plus. Cet été la mort d'un petit garçon a ému toute l'Europe. Je sais qu'à partir de là, certains pays ont pris des dispositions pour mieux nous aider mais ici il ne se passe rien. L'émotion a dû passer trop vite. Pourtant ce petit garçon venait d'une région de Syrie que je connais bien. Il y a des combats incessants là-bas, il était avec sa famille, le bateau a coulé, c'est grave comme événement mais en France ça n'a pas laissé de trace.

ILS ONT OSE !

Petites phrases & Grandes surprises

« Ordonnons que l'intéressé soit examiné par le responsable du service médical en présence d'un interprète » - Ordonnance JLD, 20 novembre 2015

« rappelant à l'administration que le premier juge lui a demandé de faire examiner monsieur Y par le responsable du service médical en présence d'un interprète afin de déterminer si son état de santé est compatible avec la mesure de rétention et d'éloignement » Ordonnance de la CA Paris, 21 novembre 2015

Aucun interprète n'ayant été saisi, l'ASSFAM a saisi le juge des libertés qui répond alors :

« Monsieur Y a pu voir un médecin ; qu'il n'est pas justifié que l'absence d'interprète l'a empêché de communiquer sur son état de santé » Ordonnance JLD, 26 novembre 2015

Nous prenons bonne note que ce n'est donc pas grave de ne pas respecter une décision de justice monsieur le juge !

Ont participé à ce numéro : Elodie BIDE, Hélène CARRE, Emilie DAVID, Louise DUBREUX, Elizabeth HUET, Anaïs MARIETTE, Laura PANDOLFI

Illustrations : Sofia BRONSON, Charlotte FERBER

Coordination: Marie LINDEMANN – assfam.coordination@gmail.com - 06.69.29.52.26

Responsable pôle juridique : Céline GUYOT – celine.guyot@assfam.org -06.59.81.00.25



**ASSFAM – SIEGE SOCIAL
5 rue Saulnier, 75009 Paris
Tél. : 01.48.00.90.70 / Fax : 01.45.23.38.07
www.assfam.org**